



# Le Quotidien

Statistique Canada

**Le vendredi 19 décembre 2003**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

---

- **Indice des prix à la consommation, novembre 2003**

La faiblesse des prix de l'énergie a continué d'atténuer la progression de l'Indice des prix à la consommation. Le coût des biens et services faisant partie du panier de l'Indice des prix à la consommation était de 1,6 % supérieur à ce qu'il était en novembre 2002; cette hausse est identique à celle d'octobre. Il s'agit de l'augmentation sur 12 mois la plus faible depuis juin 2002.

2
  
- **Production cinématographique, vidéo et audiovisuelle, 2001**

Les 728 entreprises de production cinématographique, vidéo et audiovisuelle ont vu leur marge bénéficiaire se resserrer en 2001, malgré un rebondissement qui a porté les recettes à leur plus haut niveau jamais vu. L'industrie a terminé l'année avec une marge bénéficiaire de seulement 1,2 %, ce qui est bien en deçà des marges de 3,2 % et de 4,7 % observées en 2000 et en 1999.

6

---

## AUTRES COMMUNIQUÉS

---

Assurance-emploi, octobre 2003	9
Dépenses au chapitre des services de police et effectif policier, 2002 et 2003	10
Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes : composante de l'éducation, 2001	11
Tuyaux et tubes en acier, octobre 2003	12
Statistiques d'exploitation sur l'aviation civile, août à octobre 2003	12

---

## NOUVEAUX PRODUITS

---

**CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS : 22 au 24 décembre** 15

---



---

## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

---

### Indice des prix à la consommation

Novembre 2003

Les prix de l'énergie ont continué d'atténuer la progression sur 12 mois de l'Indice des prix à la consommation (IPC).

Le prix des biens et services faisant partie du panier de l'IPC était de 1,6 % supérieur en moyenne à ce qu'il était en novembre 2002. Cette hausse sur 12 mois est identique à celle enregistrée en octobre, et il s'agit du pourcentage d'augmentation le plus faible depuis celui de 1,3 % enregistré en juin 2002.

La hausse sur 12 mois est demeurée de 1,6 % en raison du fléchissement soutenu des prix de l'énergie. Si l'on excluait ces derniers, l'évolution sur 12 mois aurait été de 1,8 % en novembre, soit un léger ralentissement par rapport aux hausses de 1,9 % enregistrées en septembre et en octobre.

L'indice d'ensemble sans les huit composantes les plus volatiles, selon la définition de la Banque du Canada, a augmenté de 1,8 % de novembre 2002 à novembre 2003, tout comme ce fut le cas en octobre.

L'IPC a grimpé de 0,2 % d'octobre à novembre après avoir reculé de 0,2 % en octobre. La hausse des prix des véhicules automobiles est le facteur qui a exercé la plus forte pression à la hausse sur l'indice.

#### Augmentation sur 12 mois : facteurs influents très similaires à ceux d'octobre

Parmi les principaux facteurs ayant concouru à la progression de 1,6 % de l'IPC, on retrouve les primes d'assurance de véhicules automobiles, les prix du gaz naturel, les frais de scolarité, le coût de remplacement par le propriétaire et les primes d'assurance de propriétaire.

La diminution des prix de l'essence, des véhicules automobiles, de l'électricité et de l'hébergement pour voyageurs a exercé une certaine pression à la baisse qui a modéré la hausse sur 12 mois de l'IPC.

Les primes d'assurance de véhicules automobiles ont grimpé en moyenne de 15,4 % de novembre 2002 à

novembre 2003. Il s'agit de la plus faible hausse sur 12 mois depuis juillet 2002.

Les prix du gaz naturel ont bondi de 20,9 %, l'essentiel de cette hausse étant survenue lors de la première moitié de la période de 12 mois. Les augmentations ont varié entre 3,9 % en Alberta et 32,5 % en Ontario.

Les frais de scolarité, représentés par les frais universitaires, ont progressé de 8,1 %.

Le coût de remplacement par le propriétaire, qui correspond aux dépenses devant être engagées pour compenser la dépréciation des maisons et qui est estimé en utilisant le prix des maisons neuves (excluant le terrain), a grimpé de 6,1 %. Les faibles taux d'intérêt des dernières années ont attiré des acheteurs dans le marché de l'habitation, provoquant une forte croissance du prix des maisons au Canada.

Les primes d'assurance de propriétaire étaient en hausse de 13,6 %.

Les prix de l'essence au Canada étaient en moyenne de 4,2 % plus bas qu'en novembre 2002. La baisse la plus marquée est survenue en Alberta (-9,9 %).

Bien que les prix des véhicules automobiles aient connu une nette progression sur une base mensuelle, l'indice demeure inférieur de 1,6 % à son niveau de novembre 2002.

L'indice de l'électricité a reculé de 4,6 % de novembre 2002 à novembre 2003. Cette baisse est presque exclusivement attribuable à la comparaison, pour l'Ontario, entre des prix réglementés en novembre 2003 et des prix non réglementés en novembre 2002.

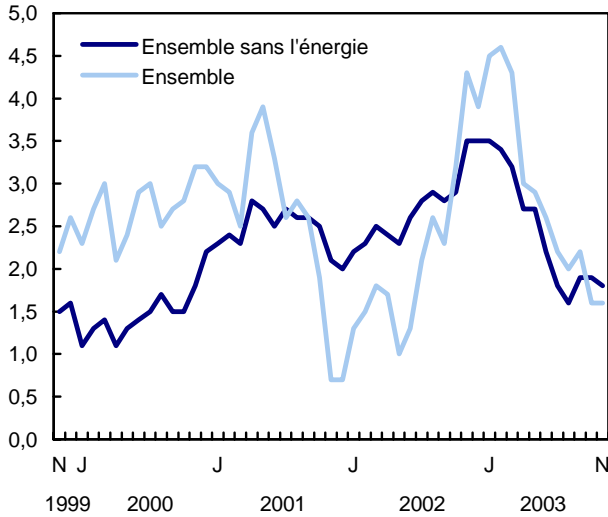
Les prix de l'hébergement pour voyageurs ont diminué de 8,8 % par rapport à novembre 2002. Les prix dans ce secteur sont sur une trajectoire descendante depuis deux ans et demi, les comparaisons sur 12 mois donnant des résultats négatifs depuis juin 2001.

Au cours de la dernière année, le secteur touristique a été touché par différents facteurs, dont le ralentissement de l'économie américaine, la remontée du dollar canadien, l'instabilité observée à l'échelle

mondiale et l'épidémie du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère).

**Taux de variation par rapport au mois correspondant de l'année précédente**

Taux de variation en %



**Variation mensuelle : légère hausse d'octobre à novembre**

L'IPC a connu une hausse de 0,2 % d'octobre à novembre, après avoir subi une baisse de 0,2 % le mois précédent. Une part importante de cette augmentation était attribuable aux prix plus élevés des véhicules automobiles. Les prix des légumes frais, du boeuf et du gaz naturel ont également exercé des pressions à la hausse sur l'IPC d'ensemble.

Les pressions à la baisse étaient attribuables à la diminution des prix de l'essence, de l'hébergement pour voyageurs, du transport aérien, de l'électricité et des vêtements pour femmes.

Si l'on exclut les prix de l'énergie, l'IPC a augmenté de 0,4 %.

Les prix des véhicules automobiles ont grimpé de 4,0 % en novembre, l'indice reflétant les prix des modèles 2004. Seules les variations de prix pures sont

reflétées dans l'indice, puisque l'IPC compare des biens et services de qualité équivalente. Les augmentations de prix découlant de l'amélioration de la qualité des produits ne sont donc pas prises en compte par l'indice.

Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle depuis novembre 2000, où l'indice des véhicules automobiles avait augmenté de 4,6 %. Par rapport à novembre dernier, alors que l'indice progressait de 2,6 %, moins de remises du fabricant et d'escomptes de la part des concessionnaires ont marqué l'arrivée des nouveaux modèles.

Les prix des légumes frais ont grimpé de 11,1 % en novembre. Des hausses sont habituelles à ce temps-ci de l'année, alors que la disponibilité des produits locaux commence à diminuer et que les célébrations de l'Action de grâce aux États-Unis exerce des pressions sur la demande nord-américaine. Le temps froid et humide qui a prévalu en Californie a aussi exercé des pressions à la hausse sur les prix du brocoli, du chou-fleur, du céleri et de la laitue.

Les prix du boeuf ont connu une hausse de 6,7 % d'octobre à novembre 2003, soit la plus élevée depuis mai 1982.

Bien que les prix du boeuf demeurent inférieurs aux niveaux atteints avant le cas de maladie de la vache folle découvert en mai, ils sont de 11,7 % supérieurs à leur plus récent creux atteint en septembre, et de 1,4 % plus élevés qu'en novembre 2002.

Après avoir diminué de 8,3 % en octobre, l'indice des prix du gaz naturel a augmenté de 4,1 % en novembre, principalement en raison de la hausse des prix en Ontario.

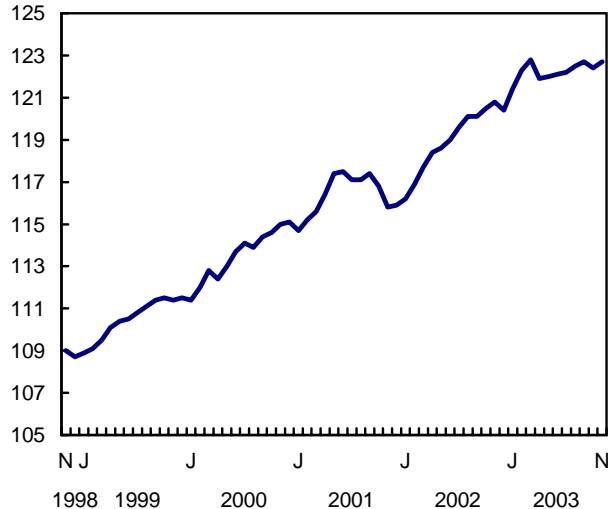
Les prix de l'essence ont encore diminué de 2,9 % après leur baisse de 6,6 % le mois précédent. Des réductions de prix ont eu lieu dans toutes les provinces, sauf en Colombie-Britannique, où ils ont augmenté de 0,8 %.

Ainsi que c'est généralement le cas une fois que se termine la haute saison touristique, les prix de l'hébergement pour voyageurs ont diminué pour un troisième mois de suite; la baisse a été de 9,0 % en novembre, comparativement à 4,5 % en septembre et à 6,1 % en octobre.

Le fléchissement des prix du transport aérien, de l'électricité et des vêtements pour femmes a aussi engendré des pressions à la baisse.

## Indice des prix à la consommation

Indice non désaisonnalisé (1992 = 100)



### L'IPC désaisonnalisé a augmenté d'octobre à novembre

Après correction des influences saisonnières, l'IPC a augmenté de 0,3 % d'octobre à novembre.

L'effet à la hausse est attribuable à des indices désaisonnalisés plus élevés au chapitre des transports (+0,9 %), des loisirs, de la formation et de la lecture (+0,5 %), de l'habillement et des chaussures (+0,8 %), des aliments (+0,2 %), du logement (+0,1 %) et de la santé et des soins personnels (+0,3 %), alors que l'indice des dépenses et de l'équipement de ménage, ainsi que celui des boissons alcoolisées et des produits du tabac sont demeurés inchangés.

### Indice d'ensemble sans les huit composantes les plus volatiles

L'indice d'ensemble sans les huit composantes les plus volatiles, selon la définition de la Banque du Canada, a augmenté de 1,8 % de novembre 2002 à novembre 2003.

Il s'agit d'un pourcentage de hausse sur 12 mois identique à celui enregistré en octobre; c'est en outre le cinquième mois consécutif où cette hausse est inférieure à 2,0 %.

Les principaux éléments expliquant cette hausse sur 12 mois en novembre sont les augmentations des primes d'assurance de véhicules automobiles, des frais de scolarité, du coût de remplacement par le

propriétaire, des primes d'assurance de propriétaire et des prix des repas au restaurant.

Les prix plus bas des véhicules automobiles, de l'électricité et de l'hébergement pour voyageurs au cours des 12 derniers mois ont modéré l'effet de ces augmentations sur l'IPC d'ensemble excluant les huit composantes les plus volatiles.

D'octobre à novembre, l'indice d'ensemble sans les huit composantes les plus volatiles, selon la définition de la Banque du Canada, a augmenté de 0,2 %.

Les pressions à la hausse sur l'indice ont été exercées principalement par l'augmentation des prix des véhicules automobiles; elles ont été contrebalancées en partie par la baisse des prix de l'hébergement pour voyageurs, de l'électricité et des vêtements pour femmes.

### Énergie

Les prix de l'énergie ont chuté de 0,6 % entre novembre 2002 et novembre 2003.

La baisse des prix de l'essence (-4,2 %) et de l'électricité (-4,6 %) explique la plus grande partie de ce recul; il faut aussi mentionner les prix du mazout, qui ont chuté de 6,2 %. Ces pressions à la baisse ont été atténuées par une hausse de 20,9 % des prix du gaz naturel.

D'octobre à novembre, les prix de l'énergie ont diminué de 1,2 %, en raison surtout de la baisse des prix de l'essence (-2,9 %) et dans une moindre mesure de ceux de l'électricité (-1,2 %). Des augmentations des prix ont été enregistrées pour le gaz naturel (+4,1 %) et le mazout (+2,3 %).

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 326-0001, 326-0002, 326-0009, 326-0012, 326-0016 à 326-0018.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2301.**

Il est possible d'obtenir plus de renseignements concernant les concepts et l'utilisation de l'IPC en consultant en ligne la publication *Votre guide d'utilisation de l'indice des prix à la consommation* ([www.statcan.ca/francais/freepub/62-557-XIB/free\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/freepub/62-557-XIB/free_f.htm)).

Paraît à 7 h dans notre site Web sous *Aujourd'hui dans Le Quotidien*, puis *Dernier communiqué de l'Indice des prix à la consommation*.

Le numéro de novembre 2003 de *L'indice des prix à la consommation* (62-001-XIB, 9 \$ / 83 \$; 62-001-XPB, 12 \$ / 111 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

L'Indice des prix à la consommation de décembre 2003 sera diffusé le 22 janvier 2004.

Pour plus de renseignements, pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Rebecca

McDougall au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 ([infounit@statcan.ca](mailto:infounit@statcan.ca)), ou communiquez avec Charles Bérubé au (613) 951-6065, Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539.

### Indice des prix à la consommation et composantes principales (1992=100)

	Novembre 2003	Octobre 2003	Novembre 2002	Octobre à novembre 2003	Novembre 2002 à novembre 2003
données non désaisonnalisées					
	var. en %				
<b>Ensemble</b>	<b>122,7</b>	<b>122,4</b>	<b>120,8</b>	<b>0,2</b>	<b>1,6</b>
Aliments	122,3	121,1	120,4	1,0	1,6
Logement	118,3	118,2	115,7	0,1	2,2
Dépenses et équipement du ménage	114,9	115,1	114,0	-0,2	0,8
Habillement et chaussures	104,2	105,0	105,2	-0,8	-1,0
Transports	140,9	139,7	139,2	0,9	1,2
Santé et soins personnels	118,0	117,7	116,2	0,3	1,5
Loisirs, formation et lecture	127,5	128,3	126,7	-0,6	0,6
Boissons alcoolisées et produits du tabac	137,6	137,0	131,9	0,4	4,3
Ensemble (1986=100)	157,2				
Pouvoir d'achat du dollar à la consommation, (en cents) par rapport à 1992	81,5	81,7	82,8		
<b>Agrégats spéciaux</b>					
Biens	117,5	116,8	117,8	0,6	-0,3
Services	128,4	128,5	124,4	-0,1	3,2
Ensemble sans les aliments et l'énergie	121,4	121,1	119,2	0,2	1,8
Énergie	135,4	137,0	136,2	-1,2	-0,6
Ensemble sans les huit composantes les plus volatiles <sup>1</sup>	123,7	123,4	121,5	0,2	1,8

<sup>1</sup> Les huit composantes les plus volatiles, telles que définies par la Banque du Canada, qui sont exclues de l'IPC d'ensemble sont : les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeurs. La Banque du Canada ajuste ensuite cette série pour obtenir son indice de référence qui exclut également l'effet des modifications des impôts indirects. Pour obtenir des données et des renseignements au sujet de l'inflation mesurée par l'indice de référence, consultez le site de la Banque du Canada (<http://www.banqueducanada.ca/inflation>).

### Indice des prix à la consommation par province, et pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit (1992=100)

	Novembre 2003	Octobre 2003	Novembre 2002	Octobre à novembre 2003	Novembre 2002 à novembre 2003
données non désaisonnalisées					
	var. en %				
Terre-Neuve-et-Labrador	121,1	120,3	119,6	0,7	1,3
Île-du-Prince-Édouard	122,5	122,0	121,0	0,4	1,2
Nouvelle-Écosse	123,8	123,5	122,5	0,2	1,1
Nouveau-Brunswick	122,2	122,2	121,5	0,0	0,6
Québec	118,6	118,3	117,1	0,3	1,3
Ontario	123,9	123,6	121,8	0,2	1,7
Manitoba	125,3	125,1	124,6	0,2	0,6
Saskatchewan	127,1	126,6	125,6	0,4	1,2
Alberta	130,0	129,6	127,9	0,3	1,6
Colombie-Britannique	120,8	120,6	118,9	0,2	1,6
Whitehorse	118,8	119,6	119,3	-0,7	-0,4
Yellowknife	118,1	117,2	117,8	0,8	0,3
Iqaluit (Déc. 2002=100)	100,7	100,5	...	0,2	...

... N'ayant pas lieu de figurer.

## Production cinématographique, vidéo et audiovisuelle 2001

Les 728 entreprises de production cinématographique, vidéo et audiovisuelle ont vu leur marge bénéficiaire se resserrer en 2001, malgré un rebondissement qui a porté les recettes à leur plus haut niveau jamais vu.

Les recettes totales de l'industrie ont atteint 2,59 milliards de dollars, en hausse de 10,5 % par rapport à l'année précédente. Cependant, les frais d'exploitation ont crû au rythme plus rapide de 12,8 % pour atteindre 2,55 milliards de dollars.

Par conséquent, l'industrie a terminé l'année avec une marge bénéficiaire de seulement 1,2 %, qui est bien en deçà des marges de 3,2 % et de 4,7 % observées en 2000 et en 1999.

Au nombre des facteurs qui expliquent le resserrement de la marge bénéficiaire, il faut compter l'augmentation des paiements d'intérêts pour le service de la dette et la croissance des « autres » dépenses, qui comprennent les paiements aux entreprises qui font du travail à contrat.

Les recettes ont rebondi en 2001, après avoir fléchi en 2000 pour la première fois en 11 ans. Cependant, les frais d'exploitation n'ont pas cessé d'augmenter pendant 10 années consécutives.

Les recettes de production de près de 1,7 milliard de dollars ont représenté 65 % des recettes totales en 2001, contre 63 % l'année précédente. Les recettes non liées à la production ont atteint 912 millions de dollars en 2001, mais leur proportion par rapport aux recettes totales a chuté et est passée de 37 % à 35 %.

Un facteur qui a ralenti la progression de la croissance des recettes en 2000 a été une baisse de 13,4 % des exportations, qui se sont chiffrées à 582 millions de dollars. Les exportations ont représenté 40 % des ventes totales en 2000 et en 2001, comparativement à 43 % en 1999.

Les facteurs qui ont contribué à la baisse des recettes pourraient comprendre l'affaiblissement du marché aux États-Unis, et la popularité des émissions réalité, particulièrement chez les grands diffuseurs américains, aux dépens des productions plus coûteuses comme les longs métrages.

### Les productions destinées à la télévision ont eu la part du lion de la hausse des recettes

L'accroissement des recettes au chapitre des productions pour la télévision a représenté la part du lion de la croissance des recettes totales de l'industrie en 2001.

#### Note aux lecteurs

Ce communiqué présente les résultats des recensements des entreprises canadiennes de production cinématographique, vidéo et audiovisuelle pour 2000 et 2001. Cela fait suite à l'envoi simultané de questionnaires pour ces deux années. Pour y participer, le producteur devait répondre à l'un des critères suivants : toucher des recettes sur une production de l'année en cours ou de l'année précédente, entreprendre ou terminer une production cinématographique, vidéo ou audiovisuelle ou toucher des recettes de location sur ses installations de production.

Les données de cette enquête sont déclarées dans la province où ces producteurs ont leur siège social. Les organismes des gouvernements provinciaux, par contre, déclarent leurs recettes de production en fonction de l'activité menée dans leur province. Par conséquent, les comparaisons entre cette enquête et les données provinciales sur les productions cinématographiques sont contre-indiquées.

Les données de cette enquête ne comprennent pas les tournages effectués au Canada par les producteurs de pays étrangers, les services offerts à d'autres producteurs, ni les productions d'organismes ou ministères gouvernementaux. Les filiales autonomes opérant au Canada sont censées être déclarées séparément dans la province où elles opèrent, tandis que les filiales étrangères ne sont pas comptées. Les données des territoires sont regroupées avec celles de la Colombie-Britannique dans le présent communiqué, en raison de contraintes de confidentialité.

Les exportations sont formées des recettes tirées de la vente à des clients étrangers de productions réalisées pendant l'année en cours et les années précédentes, y compris les droits de licence et les redevances, les ventes en espèces et les locations, les contrats, les contributions des commanditaires et les remises des distributeurs après leurs dépenses. Les ventes aux marchés internationaux par des distributeurs canadiens ne sont pas comprises dans les ventes à l'étranger.

Toutes les données sont en dollars courants.

Les entreprises de production cinématographique et vidéo ont fait état de ventes pour la télévision qui ont rapporté plus de 1,1 milliard de dollars en 2001, en hausse de 16,0 % par rapport à l'année précédente. Ce niveau correspondait à près des deux tiers des recettes totales de production.

Les producteurs ont tiré 10 % moins de recettes des agences de publicité en 2001 que l'année précédente. La part des recettes venant des agences de publicité est tombée de 13 % à 10 %. Les longs métrages pour le cinéma ont représenté seulement 5 % des ventes de productions.

Les activités des cinq plus grandes entreprises de production cinématographique ont aussi été un facteur de l'augmentation des recettes totales. Collectivement, elles ont fait état d'une augmentation de 26,3 % des recettes de 1999 à 2001, comparativement à un recul de 5,8 % pour l'ensemble des autres producteurs.

Par conséquent, ces cinq principaux intervenants ont réalisé 48 % du total des recettes des productions

en 2001 comparativement à 41 % en 1999. Leurs marges bénéficiaires, toutefois, étaient comparables à celles des autres producteurs en 2001.

Cela indique que les facteurs à l'origine d'une perte de rentabilité du secteur intérieur ont probablement touché tous les intervenants. Cela peut également révéler que la rentabilité des cinq principaux producteurs a chuté à cause de l'accroissement des dépenses, résultat d'une orientation axée sur la croissance, avec les coûts d'expansion et d'acquisition qu'elle suppose.

### **Seulement un salarié sur six est à temps plein**

Dans l'ensemble, le secteur du cinéma et de la vidéo comptait 37 180 salariés en 2001, soit 1,6 % de plus que l'année précédente.

Mais toujours seulement une personne sur six était salariée à temps plein, la vaste majorité, soit 26 000 ou 70 %, étant des pigistes.

Le nombre de salariés à temps plein a augmenté de 8,3 % pour dépasser tout juste 6 100, tandis que le nombre de salariés à temps partiel est tombé de 6,6 % à juste au-dessus de 5 000.

Les entreprises ont versé au total 596 millions de dollars en salaires, honoraires de pigistes et avantages sociaux, soit 8,7 % de plus qu'en 2000. Les honoraires des pigistes ont représenté 43 % du total.

### **Les producteurs de la Colombie-Britannique ont été les plus durement touchés**

Les entreprises de production cinématographique de la Colombie-Britannique ont été touchées plus durement que celles de toute autre province ou région, leurs recettes de production étant tombées de 28,9 % de 1999 à 2001.

Plusieurs entreprises de production de taille moyenne en Colombie-Britannique ont fermé leurs portes pendant cette période, ce qui a contribué à la baisse des recettes.

Par ailleurs, les producteurs basés en Ontario sont ceux qui ont le plus gagné pendant cette période triennale. Leurs recettes ont progressé de 26,4 % et atteint 926 millions de dollars.

Les recettes des producteurs du Québec ont rebondi en 2001, après avoir connu une chute appréciable l'année précédente. En 2001, les producteurs québécois ont réalisé des recettes records de 434 millions de dollars, en hausse de 4,9 % par rapport à 1999.

Au niveau des marges bénéficiaires, les producteurs du Québec venaient en tête, grâce à une marge de 3,5 %, suivis en cela par ceux de l'Ontario, avec 2,8 %, ce qui met les uns comme les autres bien au-dessus de la moyenne nationale de 1,2 %.

Les producteurs de toutes les autres provinces et de la région de l'Atlantique ont essuyé des pertes, surtout au Manitoba (-9,3 %) et en Colombie-Britannique (-7,0 %).

### **Augmentation de l'aide financière non remboursable**

L'augmentation de l'aide au secteur du cinéma et de la vidéo sous forme de subventions ou de crédits d'impôt a contribué à atténuer l'impact de la croissance des dépenses au cours des deux dernières années.

Ces recettes non remboursables ont atteint 195 millions de dollars, en hausse de 2,7 % par rapport à 2000 et de 18,1 % par rapport à 1999.

Récemment, cependant, il y a eu des compressions dans les grandes institutions subventionnaires - comme le Fonds canadien de télévision - qui pourront avoir des incidences sur les résultats financiers futurs.

Par ailleurs, l'augmentation de la limite du crédit d'impôt pour production cinématographique canadienne et la simplification du processus de demande ont pu faire contrepoids aux compressions. Cela fait suite à une annonce qui majorait le montant du crédit d'impôt pour production cinématographique étrangère.

### **Hausse des recettes de la distribution et de la post-production**

Au contraire des sociétés oeuvrant en production cinématographique, celles qui sont dans la post-production et la distribution ont connu une croissance continue de leurs recettes de 1999 à 2001. En 2001, les installations de post-production ont eu des recettes de 915 millions de dollars, en hausse de 4,5 % par rapport à 1999. Le plus clair de cette croissance est survenue en 2001.

Comme la production cinématographique, les installations de post-production ont vu leur marge bénéficiaire collective diminuer. En 2001, leur marge était de 7,3 %, en baisse par rapport à 10,0 % en 2000. La post-production comprend les transferts et le doublage de films et de vidéos. L'activité de post-production au Canada peut également porter sur des productions cinématographiques, vidéo ou audiovisuelles réalisées à l'extérieur du Canada.

Malgré une croissance de 22,8 % des ventes globales des distributeurs de 1999 à 2001, les recettes tirées de la distribution de produits canadiens ont suivi la même tendance que celles réalisées par les producteurs de films.

Les ventes des distributeurs de produits canadiens ont fléchi de 6,6 % en 2000, mais augmenté de 0,9 % en 2001, pour une baisse totale de 5,8 %. Les ventes de produits étrangers, cependant, ont crû de 32,9 % de 1999 à 2001, et connu de fortes hausses d'une année à l'autre en 2000 et en 2001.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 501-0008 et 501-0009.

1-800-307-3382 ([cult.tourstats@statcan.ca](mailto:cult.tourstats@statcan.ca)). Pour commander des totalisations spéciales ou des tableaux standard ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec David Coish au (613) 951-1075 ([david.coish@statcan.ca](mailto:david.coish@statcan.ca)), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-1333.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2413.

Pour obtenir des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au

### Type de recettes de production

	1999	2000	2001	1999 à 2000	2000 à 2001	1999 à 2001
				var. en %		
Nombre d'entreprises	733	717	728			
Recettes de production (en millions de dollars)	1 561	1 468	1 673	-5,9	14,0	7,2
Recettes non liées à la production (en millions de dollars)	785	871	912	10,9	4,8	16,1
Recettes totales (en millions de dollars)	2 346	2 339	2 586	-0,3	10,5	10,2
Frais d'exploitation totaux (en millions de dollars)	2 235	2 265	2 555	1,3	12,8	14,3
Marge bénéficiaire (en %)	4,7	3,2	1,2			

### Emploi et salaires

	1999	2000	2001	1999 à 2000	2000 à 2001
				var. en %	
Salariés à temps plein	5 941	5 641	6 111	-5,0	8,3
Salariés à temps partiel	4 009	5 413	5 058	35,0	-6,6
Pigistes	22 963	25 558	26 011	11,3	1,8
Total des salariés	32 913	36 612	37 180	11,2	1,6
Total des salaires et honoraires (en millions de dollars)	536	548	596	2,2	8,7

### Recettes de production et marge bénéficiaire, par province ou région

	Recettes de production				Marge bénéficiaire		
	1999	2000	2001	1999 à 2001	1999	2000	2001
	en millions de dollars			var. en %	%		
<b>Canada</b>	<b>1 561</b>	<b>1 468</b>	<b>1 673</b>	<b>7,2</b>	<b>4,7</b>	<b>3,2</b>	<b>1,2</b>
Atlantique	66	47	57	-13,7	8,6	13,3	-2,7
Québec	414	355	434	4,9	5,1	2,3	3,5
Ontario	733	793	926	26,4	6,0	3,9	2,8
Manitoba	5	4	4	-15,7	2,2	-12,4	-9,3
Saskatchewan	7	9	9	26,4	11,0	8,0	-3,9
Alberta	45	36	36	-19,9	-3,0	-3,3	-5,4
Colombie-Britannique	291	224	207	-28,9	0,5	0,4	-7,0



## AUTRES COMMUNIQUÉS

### Assurance-emploi

Octobre 2003 (données provisoires)

Le nombre estimatif de Canadiens (données désaisonnalisées) ayant reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi en octobre s'établissait à 579 900, soit un chiffre virtuellement inchangé par rapport à septembre (+0,1 %). Depuis juillet, le nombre de bénéficiaires a chuté de 3,2 %. Ceci marque un renversement de la tendance à la hausse observée en début d'année avec des hausses entre janvier et juillet qui ont fait croître le nombre de bénéficiaires de 12,6 %.

### Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Octobre 2003 <sup>P</sup>	Septembre à octobre 2003	Octobre 2002 à octobre 2003
données désaisonnalisées			
		var. en %	
<b>Canada</b>	<b>579 900</b>	<b>0,1</b>	<b>4,1</b>
Terre-Neuve-et- Labrador	36 460	3,0	-2,6
Île-du-Prince-Édouard	7 900	-1,7	-7,6
Nouvelle-Écosse	30 210	0,3	-1,9
Nouveau-Brunswick	34 150	2,0	-6,0
Québec	188 770	-0,4	5,3
Ontario	150 540	1,2	12,7
Manitoba	14 580	-0,7	1,8
Saskatchewan	13 000	-2,7	5,3
Alberta	34 190	-2,0	-4,0
Colombie-Britannique	69 130	-0,1	3,6
Yukon	1 060	1,0	-2,8
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	1 130	0,9	-5,0
données non désaisonnalisées			
		var. en %	
Territoires du Nord-Ouest	720	14,3	-13,3
Nunavut	300	0,0	20,0

<sup>P</sup> Données provisoires.

De plus, les prestations ordinaires versées en octobre ont totalisé 776,4 millions de dollars tandis que le nombre de demandes initiales et renouvelées s'établissait à 228 160 (données désaisonnalisées).

**Nota :** Les estimations du programme des statistiques de l'assurance-emploi sont produites à partir de données administratives et peuvent de temps à autre subir l'effet de changements apportés à la *Loi sur l'assurance-emploi* ou aux procédures administratives.

Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui reçoivent des prestations d'assurance-emploi durant la semaine comprenant la quinzième journée du mois. Les prestations ordinaires versées représentent le montant total d'argent perçu par les individus durant le mois.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 276-0001 à 276-0006, 276-0009, 276-0011, 276-0015 et 276-0016.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2604.**

Les données de novembre sur l'assurance-emploi seront diffusées le 27 janvier 2004.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 ([travail@statcan.ca](mailto:travail@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4091, Division de la statistique du travail. □

## Statistiques sur l'assurance-emploi

	Octobre 2003	Septembre 2003	Octobre 2002	Septembre à octobre 2003	Octobre 2002 à octobre 2003
données désaisonnalisées					
				var. en %	
Bénéficiaires ordinaires	579 900 <sup>P</sup>	579 330 <sup>P</sup>	556 890	0,1	4,1
Montant versé de prestations ordinaires (en millions de dollars)	776,4 <sup>P</sup>	782,3 <sup>r</sup>	715,6	-0,8	8,5
Demandes initiales et renouvelées reçues (en milliers)	228,2 <sup>P</sup>	246,6 <sup>r</sup>	234,2	-7,5	-2,6
données non désaisonnalisées					
				var. en %	
Ensemble des bénéficiaires (en milliers)	724,0 <sup>P</sup>	682,5 <sup>P</sup>	692,9	6,1	4,5
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	446,1 <sup>P</sup>	413,2 <sup>P</sup>	426,4	8,0	4,6
Demandes initiales et renouvelées reçues (en milliers)	253,2	224,1	272,7	13,0	-7,2
Montant versé (en millions de dollars)	1 011,7	1 199,1	978,2	-15,6	3,4
données cumulatives (janvier à octobre)					
			2003	2002	2002 à 2003
					var. en %
Demandes reçues (en milliers)			2 356,1	2 241,4	5,1
Montant versé (en millions de dollars)			12 394,4	12 289,0	0,9

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>P</sup> Données provisoires.

**Note:** L'ensemble des bénéficiaires inclut tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (par exemple, en raison d'un licenciement) ou des prestations spéciales (par exemple, pour cause de maladie).

## Dépenses au chapitre des services de police et effectif policier 2002 et 2003

Les Canadiens ont déboursé 7,8 milliards de dollars l'an dernier pour les services de police, soit 250 \$ par personne, en moyenne. Ces données figurent dans un nouveau rapport où l'on constate que les budgets des services de police et le nombre de policiers augmentent depuis les cinq dernières années.

Les dépenses totales au chapitre des services de police en 2002 étaient en hausse de 5 % par rapport à 2001, après correction pour l'inflation, soit une sixième augmentation annuelle consécutive en dollars constants. L'augmentation des dépenses des services de police était généralement en deçà de l'inflation au début et au milieu des années 1990.

Au 15 juin 2003, le Canada comptait 59 494 policiers, en hausse de 2 % par rapport à 2002. Le Canada affichait un taux de 188 policiers

pour 100 000 habitants en 2003. Même si le taux s'est accru pendant chacune des cinq dernières années, en 2003, il demeurait inférieur de 9 % au sommet de 206 atteint en 1975.

Le nombre de policiers par habitant au Canada est moins élevé que dans bon nombre de pays. Le Canada se classait au 24<sup>e</sup> rang parmi 29 pays développés en 2000, à égalité avec le Japon et la Nouvelle-Zélande. Le taux du Canada était d'environ 25 % inférieur au taux des États-Unis et à celui de l'Angleterre et du pays de Galles.

Les 9 352 policières en 2003 constituaient 16 % de l'effectif policier, soit le double de la proportion d'il y a 10 ans. Le nombre de policières a augmenté de 5 % en 2003, alors que le nombre de policiers de sexe masculin n'a progressé que de 1 %. Près du cinquième de tous les policiers en Colombie-Britannique étaient des femmes, la proportion la plus élevée au pays.

À l'échelle internationale, le Canada figurait au 7<sup>e</sup> rang parmi 25 pays développés en 2000 relativement à

la proportion de policières. Environ 17 % des policiers en Angleterre et au pays de Galles étaient des femmes, comparativement à 10 % aux États-Unis.

En 2003, la Saskatchewan comptait 201 policiers pour 100 000 habitants, le taux le plus élevé parmi les provinces, alors que Terre-Neuve-et-Labrador affichait le taux le plus faible (148).

Au cours de la dernière décennie, la plupart des provinces ont connu un fléchissement du nombre de policiers par habitant, la plus forte diminution, soit 7 %, s'étant produite en Alberta et au Québec. L'Île-du-Prince-Édouard (+8 %) et la Saskatchewan (+5 %) sont les seules provinces à avoir déclaré des augmentations considérables de l'effectif policier au cours des 10 dernières années.

Dans les régions métropolitaines de recensement, Regina, qui comptait 202 policiers pour 100 000 habitants, a enregistré le taux le plus élevé, suivie de Thunder Bay, de Winnipeg et de

Windsor. Les quatre taux les plus faibles ont tous été déclarés au Québec, soit à Saguenay, à Sherbrooke, à Québec et dans la partie québécoise de la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 254-0002 et 254-0003.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3301.**

L'édition de 2003 de la publication *Les ressources policières au Canada* (85-225-XIF, 28 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle au (613) 951-9023 ou au numéro sans frais 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

**Policiers**

	Au 15 juin 2003	2003	2002 à 2003	1993 à 2003
	Policiers	Nombre de policiers pour 100 000 habitants	var. du taux en %	
Terre-Neuve-et-Labrador	768	148	-1,5	-1,9
Île-du-Prince-Édouard	218	158	1,3	8,3
Nouvelle-Écosse	1 608	172	0,8	-1,0
Nouveau-Brunswick	1 280	171	-2,0	-1,2
Québec	14 368	192	-1,1	-6,9
Ontario	23 328	191	1,9	-3,4
Manitoba	2 278	196	2,0	1,5
Saskatchewan	1 995	201	-0,6	4,8
Alberta	4 999	159	1,1	-7,5
Colombie-Britannique	7 106	171	1,3	-3,1
Yukon	124	399	-4,6	-0,7
Territoires du Nord-Ouest	163	389	0,8	...
Nunavut	121	412	6,6	...
<b>Total - provinces et territoires</b>	<b>58 356</b>	<b>184</b>	<b>0,8</b>	<b>-4,0</b>
GRC - Direction générale et Collège canadien de police <sup>1</sup>	1 138	...	...	...
<b>Total - Canada</b>	<b>59 494</b>	<b>188</b>	<b>1,0</b>	<b>-5,2</b>

... N'ayant pas lieu de figurer.

<sup>1</sup> Tous les autres policiers de la GRC qui s'acquittent des services municipal, provincial et fédéral sont compris dans la province où ils sont en déploiement.

**Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes : composante de l'éducation**  
2001

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) est une ressource analytique précieuse puisqu'elle permet de recueillir des renseignements auprès de quatre sources de données différentes : les parents, les enfants et les jeunes, les enseignants

et les directeurs. Étant donné que l'on dispose de plusieurs sources, on peut comparer les réponses à des questions semblables posées à différents répondants au sujet d'une même personne.

Le présent communiqué comprend des données sur 5 196 enfants qui représentent 3 625 414 enfants fréquentant les écoles publiques du Canada. Les données de ce quatrième cycle ont été recueillies entre avril 2001 et juin 2001 auprès de directeurs d'école et d'enseignants d'enfants de 6 à 15 ans.

Dans cette enquête, la réussite scolaire des enfants a été mesurée par deux questions distinctes, l'une étant posée à la personne la mieux renseignée au sujet de l'enfant et l'autre, à l'enseignant de l'enfant. Ces questions n'étaient pas identiques et comportaient des catégories de réponses différentes, mais prouvaient quand même qu'il existe un lien entre la perception de l'enseignant et la perception du parent à l'égard des capacités de l'enfant, car ces deux perceptions coïncidaient 73 % du temps.

L'opinion parentale coïncidait plus souvent avec celle de l'enseignant lorsque le parent participait activement à l'éducation de l'enfant.

Pour les parents qui ont déclaré qu'ils s'intéressaient à l'éducation de leur enfant, le taux de correspondance était de 77 %, comparativement à 49 % pour les parents qui ne s'y intéressaient pas.

Pour les parents qui ont déclaré que l'enfant pouvait accéder facilement à du matériel de lecture, le taux de correspondance était de 71 %, comparativement à 52 % dans le cas des enfants pour qui il était difficile ou impossible d'accéder à du matériel de lecture.

Même si ces résultats ont démontré initialement un lien intéressant entre les parents et les enseignants lorsqu'il est question des réalisations scolaires des enfants, il faudra effectuer des analyses plus détaillées avant de tirer des conclusions.

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4450.**

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 1 888 297-7355 ou au (613) 951-7355 ([ssd@statcan.ca](mailto:ssd@statcan.ca)), Division des enquêtes spéciales. ■

**Tuyaux et tubes en acier**

Octobre 2003

Il est maintenant possible d'obtenir les données du mois d'octobre sur la production et les livraisons de tuyaux et de tubes en acier.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0003.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2105.**

Le numéro du mois d'octobre 2003 de *Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier*, vol. 27, n° 10 (41-011-XIB, 6\$/51\$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 ([manufact@statcan.ca](mailto:manufact@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

**Statistiques d'exploitation sur l'aviation civile**

Août à octobre 2003

Il est maintenant possible d'obtenir les données opérationnelles mensuelles d'août à octobre 2003 sur l'aviation civile.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 401-0001.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5026.**

Les données opérationnelles d'août à octobre 2003 sur l'aviation civile pour Air Canada paraîtront dans le prochain numéro de la publication *Aviation: bulletin de service*, vol. 35, n° 6 (51-004-XIB, 9 \$). Une version imprimée est également offerte sur demande.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lisa Di Piéto au (613) 951-0146 ([lisa.dipietro@statcan.ca](mailto:lisa.dipietro@statcan.ca)), Division des transports. ■

## NOUVEAUX PRODUITS

**Infomat, revue hebdomadaire**, 19 décembre 2003  
Numéro au catalogue : **11-002-XIF** (3 \$/100 \$).

**Infomat, revue hebdomadaire**, 19 décembre 2003  
Numéro au catalogue : **11-002-XPB** (4 \$/145 \$).

**Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier**,  
octobre 2003, vol. 27, n° 10  
Numéro au catalogue : **41-011-XIB** (6 \$/51 \$).

**Le transport ferroviaire au Canada**, 2001  
Numéro au catalogue : **52-216-XIF** (39 \$).

**Radiodiffusion et télécommunications**, vol. 33, n° 4  
Numéro au catalogue : **56-001-XIF** (11 \$/35 \$).

**L'indice des prix à la consommation**, novembre 2003,  
vol. 82, n° 11  
Numéro au catalogue : **62-001-XIB** (9 \$/83 \$).

**L'indice des prix à la consommation**, novembre 2003,  
vol. 82, n° 11  
Numéro au catalogue : **62-001-XPB** (12 \$/111 \$).

**Les ressources policières au Canada**, 2003  
Numéro au catalogue : **85-225-XIF** (28 \$).

**Un profil de l'incapacité au Canada**, 2001  
Numéro au catalogue : **89-577-XPB**  
(gratuit).

**Enquête auprès des peuples autochtones de 2001 -  
Profils des communautés sur Internet (mise à  
jour)**, 2001  
Numéro au catalogue : **89-590-XIF**  
(gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent  
pas les taxes de vente. Des frais de livraison  
supplémentaires s'appliquent aux envois à  
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou  
-XIF représentent la version électronique offerte sur  
Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB  
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version  
électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version  
électronique sur CD-ROM.

### Pour commander les produits

**Pour commander les produits par téléphone :**

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez :	<b>1 800 267-6677</b>
Pour les autres pays, composez :	<b>1 613 951-7277</b>
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	<b>1 877 287-4369</b>
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	<b>1 800 700-1033</b>

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.  
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS  
et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet :** écrivez à [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web  
de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français) 11-001-XIF (Français)



# Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997  
Nouvelles 8 h à 10 h 30

---

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'instar de la croissance de l'indice et de des emplois, le niveau de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut, contrairement à ce qu'on s'attendait, stable.



---

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipatifs à court terme 10
- Autorité de la concurrence, rapport de la Commission de la concurrence 11
- Production d'acier, avril 1997 11

---

**NOUVELLES PARUTIONS** 10



## Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [lstproc@statcan.ca](mailto:lstproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.

---

## CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS : 22 AU 24 DÉCEMBRE

---

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

---

<b>Date de parution</b>	<b>Titre</b>	<b>Période de référence</b>
22	<b>Commerce de détail</b>	Octobre 2003
22	<b>Rapport sur l'état de la population du Canada</b>	2002
22	<b>Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises</b>	2002
23	<b>Commerce de gros</b>	octobre 2003
23	<b>Produit intérieur brut par industrie</b>	Octobre 2003
23	<b>Emploi, rémunération et heures de travail</b>	Octobre 2003

---